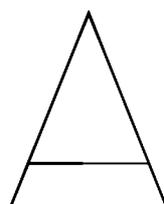


Afghanistan, la décennie perdue ?

Par **PIERRE MICHELETTI**

Professeur associé à l'IEP de Grenoble, ancien président de Médecins du monde



Automne 2001, les forces de la coalition internationale envahissent l'Afghanistan pour traquer les dirigeants du mouvement Al-Qaeda, responsable de l'attentat contre les Twin Towers de New York. Après le temps des Soviétiques (1979-1989), le temps des talibans (1996-2001), vient la fin annoncée du temps des Américains et de leurs alliés. Celui qui devait conduire à la paix et à la démocratie, à la fin de la production de drogue, à plus de liberté pour les femmes, celui consacré à «gagner les cœurs et les esprits»... Mais nous en sommes loin.

2001-2011. Dix ans ont passé depuis qu'en ce 7 octobre 2001 débutait l'opération «Liberté immuable» sous l'impulsion des Etats-Unis, avec le soutien de nombreux pays dont la France et l'appui de combattants afghans de l'Alliance du Nord. Une irruption étrangère de plus dans la mémoire collective du peuple afghan. 2001-2011. Une décennie qui arrive à son terme. Comme un trou noir. Dix années qui s'achèvent sans que la population afghane n'ait eu de gage réel que cette entrée en scène de forces imposées de l'étranger ait pu améliorer sa situation quotidienne. Ni en terme de paix, car le conflit perdure et, pire, gagne du terrain; ni la santé, la sécurité, la liberté d'expression, l'alphabétisation, ou l'alimentation de la majorité de la population afghane n'ont connu, en dix ans, une progression notable.

Pourquoi ce constat ? Pourquoi en particulier la paix et la sécurité n'ont-elles pas progressé ? Parce que sur place, en Afghanistan, comme dans la région, perdu-

rent des logiques de fond ou des intérêts particuliers qui entretiennent le conflit. Les pays voisins jouent un jeu trouble, qui contribue à une instabilité souhaitée et entretenue.

Ces conflits sont anciens, parfois hérités de l'histoire du XX^e siècle ou plus lointains encore, parfois manipulés à distance par telle ou telle grande puissance installée ou en devenir.

L'Afghanistan devient alors un prétexte, un territoire qu'on utilise car il sert par ricochet à fragiliser tel ou tel Etat rival. Le bras de fer entre l'Inde et le Pakistan joue ainsi un rôle clef. Et puis s'ajoutent à ces mécanismes des considérations qui peuvent dériver de ten-

sions au sein de la mosaïque tribale que connaît la région, en particulier autour de la question pachtoune. Ces logiques-là ne connaissent pas les frontières. De la complexité s'ajoute alors à la complexité. Et ces complexités s'accommodent mal de la logique binaire d'une intervention armée étrangère fondée initialement sur la rhétorique du «choc des civilisations». 2001-2011. Le temps suffisant pour que se réorganise une économie parallèle de guerre, alors que les opérations militaires n'ont pas abouti à permettre l'auto-subsistance de la population, selon des schémas de développement traditionnels. L'une des premières impressions du voyageur dont l'avion amorce sa descente sur Kaboul est la vision d'énormes amas de Legos multicolores, répartis autour de la ville. Mais les milliers de briques qui composent les figures géométriques qui entourent la capitale afghane ne sont pas en plastique. Ce sont les conteneurs métalliques utilisés pour transporter chaque jour les marchandises qui perfusent la population afghane comme les armées étrangères. Dans la logique d'un business bien établi, les Afghans et les étrangers sont dans un partenariat qui dépasse les clivages du conflit avoué. Chefs de guerre locaux, commerçants, exportateurs de drogue, responsables politiques, grandes entreprises internationales, sociétés de sécurité privées, sociétés militaires privées se distribuent les rôles et les bénéfices liés aux transports des marchandises. Les premières déambulations dans les rues de Kaboul, aussi défoncées qu'il y a dix ans, retrouveront les reliefs des conteneurs détruits, recyclés sous de multiples usages (portails, ustensiles divers, palissades). Pour ceux qui n'ont rien, rien ne se perd, et le métal de la coalition vaut bien celui des camions et des chars russes abandonnés dans le repli précipité de 1989.

2001-2011. C'est aussi dix ans d'intervention d'acteurs internationaux dont la présence est dictée par le souci de soutenir la population afghane, en dehors de l'action militaire. Mais les pays et institutions impliqués n'ont pas toujours fait preuve de constance ou de cohérence dans le temps. Le leader américain a été dans des logiques de flux et de reflux, dans les modalités de ses orientations politiques autant que militaires. Après une guerre éclair qui a anéanti en quelques semaines les bastions de l'état-major d'Al-Qaeda, le discours imposé fut que le conflit était terminé. Selon cette logique, la population n'avait plus besoin d'aide d'urgence puisque s'ouvrait une phase de reconstruction. Dans un bel ensemble de suivisme, les pays alliés, dont ceux de l'Union européenne, comme les Nations unies et leurs agences présentes sur le terrain, emboîtèrent le pas à cette lecture que pourtant démentaient les intervenants humanitaires, comme les observateurs militaires. Les uns notaient l'extrême dénuement de la population, les autres suivaient les courbes ascendantes des inci-

dents de sécurité qui témoignaient de la montée en puissance du mouvement taliban. Dès lors, la partition entre les différents acteurs de la solidarité internationale est devenue plus chaotique dans son expression. Les nombreuses organisations humanitaires présentes sur le terrain n'ont pas toujours échappé à la cacophonie. La constellation des 400 ONG internationales n'a ainsi pas toujours été capable de parler d'une seule voix. A l'heure où est annoncé le début du retrait des troupes étrangères, les différentes organisations qui apportent un soutien humanitaire dressent un bilan qui n'est consensuel que pour qualifier l'indéniable pauvreté qui persiste dans le pays. A la violence, aux maladies, à la malnutrition chronique, s'ajoutent les ravages d'une toxicomanie dont les pratiques de consommation sont sordides, la violence intrafamiliale que subissent les femmes et la liste est

longue encore.

Déjà aujourd'hui, toutes ces organisations ne peuvent pas ou ne savent pas échapper aux antagonismes et aux clivages internes que connaissent le pays et les groupes qui s'y affrontent. Rares sont celles qui arrivent à travailler dans les zones non contrôlées par la coalition internationale. Le pourront-elles davantage demain selon le scénario politique qui pourrait voir le jour à l'issue du désengagement progressif des forces armées étrangères ? La question est d'autant plus sensible que certaines se sont ostensiblement affichées dans une alliance avec les troupes étrangères.

Dernier ouvrage (direction éditoriale):

*«Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits»,
Presses universitaires de Grenoble-RFI.*

**Le 7 octobre 2001 débutait
l'opération «Liberté immuable»
Une irruption étrangère de plus
dans la mémoire collective du
peuple afghan.**